

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1988.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 88 — 1159 (88 — 926)

**25 APRIL 1988. — Koninklijk besluit
betreffende de handel in groenten en fruit. — Errata**

Belgisch Staatsblad nr. 90 van 10 mei 1988, blz. 6708.

In de Nederlandse tekst :

In artikel 5, § 3, *b*), dient tussen het 1e en het 2e streepje het volgende streepje ingevoegd te worden :

« — produkten die van de bewaarinrichting naar sorteer- en pakstations worden verzonden; »

In artikel 5, § 3, *b*), onder het 3e streepje dient gelezen te worden « produkten die naar de be- of verwerkende industrie » in plaats van « produkten die na de be- of verwerkende industrie ».

In de Franse tekst :

In artikel 5, § 3, *b*), dient na het 3e streepje het volgende streepje ingevoegd te worden :

« — produits livrés au consommateur pour ses besoins personnels par le producteur sur le lieu de son expédition. »

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 88 — 1159 (88 — 926)

**25 AVRIL 1988. — Arrêté royal
relatif au commerce des légumes et des fruits. — Errata**

Moniteur belge n° 90 du 10 mai 1988, p. 6708.

Dans le texte néerlandais :

A l'article 5, § 3, *b*), il y a lieu d'insérer entre le 1er et le 2e tiret, le tiret suivant :

« — produkten die van de bewaarinrichting naar sorteer- en pakstations worden verzonden; »

A l'article 5, § 3, *b*), au 3e tiret il y a lieu de lire « produkten die naar de be- of verwerkende industrie » au lieu de « produkten die na de be- of verwerkende industrie ».

Dans le texte français :

A l'article 5, § 3, *b*), il y a lieu d'insérer après le 3e tiret, le tiret suivant :

« — produits livrés au consommateur pour ses besoins personnels par le producteur sur le lieu de son expédition. »

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 1160

**6 MAI 1988. — Arrêté de l'Exécutif
portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 69;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de permettre à l'Exécutif régional wallon de fonctionner efficacement le plus rapidement possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur sans délai de ses règles de fonctionnement;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif délibère collégalement selon la procédure du consensus suivie au Conseil des Ministres et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. L'Exécutif délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, et sauf demande de report d'un point introduit avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1er. L'Exécutif délibère de tout projet de décret ou d'arrêté de l'Exécutif ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire relatifs aux matières qui relèvent de la compétence de la Région en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Il délibère de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances.

§ 3. Un membre de l'Exécutif peut évoquer toute affaire relevant d'une compétence déléguée.

Art. 4. § 1er. L'Exécutif approuve le projet de décret contenant le budget de la Région wallonne.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget régional les attributions que l'arrêté royal du 5 octobre 1961 donne au Comité des Finances et du Budget.

§ 3. Le membre de l'Exécutif qui a le budget dans ses attributions contrôle la compatibilité des décisions à portée budgétaire par rapport aux disponibilités du budget.

Au cas où il estime ne pas pouvoir marquer son accord, il soumet le dossier à la prochaine séance de l'Exécutif.

Toute décision prise par l'Exécutif implique l'accord du membre de l'Exécutif qui a le budget dans ses attributions.

§ 4. Mensuellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements que les ordonnancements, est transmise à chacun des membres de l'Exécutif.

Art. 5. L'Exécutif délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale.

Art. 6. Les programmes couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération de l'Exécutif.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions, leur destination et s'il échet celle de leurs bénéficiaires.

Art. 7. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres membres de l'Exécutif. Ceux-ci peuvent, à la séance de l'Exécutif qui suit la réception, en demander une délibération. Faut-il d'une telle évocation, la circulaire est diffusée ou publiée.

Art. 8. Sous réserve des délégations à attribuer à l'Administration par l'Exécutif, sont de la compétence du Ministre ayant l'administration dans ses attributions :

1. la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions et dispenses de service;
2. la matière des congés pour maladie ou infirmité, en ce compris les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de Santé administratif;
3. la matière des frais de parcours et de séjour, les indemnités kilométriques, les frais de changement de résidence ainsi que le logement;
4. la fixation et le paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement des prestations à titre exceptionnel;
5. l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir des prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;
6. la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;
7. l'organisation de concours d'accession au niveau supérieur et d'examens d'avancement de grade;
8. la matière de la mise à la retraite et des pensions de retraite;
9. l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents recrutés par l'intermédiaire du Secrétariat permanent de recrutement;
10. l'affectation des agents consécutivement à leur nomination;
11. la nomination par promotion ou par changement de grade à un grade classé dans les niveaux 2, 3 ou 4 ainsi qu'au niveau 1 en carrière plane lorsqu'il n'est pas dérogé aux conditions générales et à l'exception des agents techniques des forêts;
12. la signature des contrats et des actes de mise au travail du personnel auxiliaire et temporaire et des chômeurs mis au travail et stagiaires O.N.Em.;
13. la fixation de la résidence administrative des membres du personnel;
14. la matière de l'interruption de carrière;
15. la matière des cumuls professionnels;
16. la matière de la mise en disponibilité pour convenance personnelle;
17. la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus au Parlement, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;
18. l'autorisation de détachement dans un cabinet ministériel;
19. les distinctions honorifiques aux agents de l'administration;
20. l'organisation de l'accueil et de la formation du personnel.

Art. 9. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, l'Exécutif arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 10. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

Art. 11. Ne donnent pas lieu à délibération de l'Exécutif :

1. les projets d'arrêtés allouant des subventions d'un montant inférieur à dix millions;
 2. les projets d'arrêtés allouant des subventions dépassant ce montant lorsqu'elles ont été prévues nommément et avec indication de montant dans l'un des programmes prévu à l'article 6, le tout sans préjudice de l'application de l'article 4, § 2, ci-dessus;
 3. l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique relatifs à tout dossier concernant les investissements inférieurs à deux cent millions et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.
- Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution de la législation de l'expansion économique sera communiqué aux membres de l'Exécutif;
4. les projets d'arrêté approuvant les plans généraux et particuliers d'aménagement.

Art. 12. Dans les matières qui leur sont attribuées, les membres de l'Exécutif ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs membres de l'Exécutif, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 23 décembre 1985 et du 9 juillet 1987, est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 15. Les Ministres, Membres de l'Exécutif, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1988.

G. COËME
Ph. BUSQUIN
A. DALEM
A. COOLS
A. LIENARD
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 1160

6. MAI 1988. — Erlass der Exekutive zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;
Aufgrund der koordinierten Gesetze vom 12. Januar 1973 über den Staatsrat, insbesondere des durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, der Wallonischen Regionalexekutive zu ermöglichen, so bald wie möglich wirksam arbeiten zu können;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit die sofortige Inkrafttretung der Regelung ihrer Arbeitsweise voraussetzt;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt, berät die Exekutive kollegial gemäss dem im Ministerrat eingehaltenen Verfahren der Willensübereinstimmung und legt die politischen Leitgedanken hinsichtlich Angelegenheiten, die zu dem Zuständigkeitsbereich der Region gehören, fest.

Art. 2. Die Exekutive berät regelmässig über die Punkte, die auf der Tagesordnung stehen, wenn mehr als die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend sind und wenn kein Antrag auf Verschiebung eines vor der Sitzung durch ein Mitglied, dessen Abwesenheit begründet ist, angemeldeten Punktes eingereicht wird.

Art. 3. § 1. Die Exekutive beschliesst über jeden Entwurf eines Dekrets oder Erlasses der Exekutive sowie über jede Massnahme mit Verordnungscharakter hinsichtlich Angelegenheiten, die aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen.

§ 2. Sie beschliesst über jeden Vorschlag, der von der Finanzinspektion abschlägig beraten wurde.

§ 3. Ein Mitglied der Exekutive kann jede Angelegenheit, die in eine übertragene Zuständigkeit fällt, übernehmen.

Art. 4. § 1. Die Exekutive billigt den Dekretsentwurf, der den Haushaltsplan der Wallonischen Region enthält.

§ 2. Sie übt bezüglich der Ausgaben zu Lasten des regionalen Haushaltsplans die Zuständigkeiten aus, die der Königliche Erlass vom 5. Oktober 1961 dem Finanz- und Haushaltsausschuss gewährt.

§ 3. Das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, überprüft die Buchhaltung der Beschlüsse, die sich auf den Haushalt auswirken, im Verhältnis zu den verfügbaren Haushaltsmitteln.

Falls er der Ansicht ist, sein Einverständnis nicht geben zu können, legt er die Akte bei der nächsten Sitzung der Exekutive vor.

Jeglicher von der Exekutive gefasste Beschluss setzt das nachträgliche Einverständnis des Ministers voraus, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

§ 4. Jeden Monat wird einem jeden der Mitglieder der Exekutive, eine vollständige Übersicht über den Haushalt, sowohl was die Ausgabenverpflichtungen wie auch die Ausgabenanweisungen betrifft, übermittelt.

Art. 5. Die Exekutive beschliesst über jeden Entwurf oder Vorschlag in bezug auf die Gründung, die Dezentralisation, die Dekonzentration oder die Neustrukturierung von öffentlichen Dienststellen, Organen und Einrichtungen, die mit der Ausführung der Politik der Region beauftragt sind.

Art. 6. Programme, die ein oder mehrere Jahre umfassen, sind Gegenstand einer Beratung durch die Exekutive.

Diese Programme enthalten u.a. die genaue Angabe des Betrags der Zuschüsse und Subventionen, ihrer Bestimmung und, erforderlichenfalls, ihrer Begünstigten.

Art. 7. Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Anweisung allgemeiner Art wird durch den Verfasser an die anderen Mitglieder der Exekutive übermittelt. Letztere können, bei der Sitzung der Exekutive, die dem Empfang des Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen. Falls dies nicht beantragt wird, kann das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht werden.

Art. 8. Unbeschadet der Vollmachten, die die Exekutive der Verwaltung erteilt, fallen die nachstehenden Bereiche in den Zuständigkeitsbereich des Ministers, der mit der Verwaltung beauftragt ist :

1. die Jahresurlaube, die Sonderurlaube und die Urlaube wegen besonderer Umstände sowie die Dienstaufträge und -befreiungen;
2. die Urlaube im Falle einer Krankheit oder einer Gebrechlichkeit, einschliesslich der Entscheidungen über die von der Gesundheitsdienststelle der Verwaltung gefassten Beschlüsse von körperlicher Untauglichkeit;
3. die Fahrt- und Aufenthaltskosten, das Kilometergeld, die Kosten für den Aufenthaltsortwechsel sowie das Wohnungswesen;
4. die Festlegung und die Auszahlung des Gehaltes der Mitglieder des Personals einschliesslich der jährlichen Gehaltserhöhung und des Zuschusses für die Ausübung höherer Ämter sowie der Auszahlung der Sonderleistungen;
5. die Gewährung von Urlauben an Eltern und von Urlauben für die Teilnahme an Kursen der Schule für Zivilschutz, für die Erfüllung von Leistungen in Friedenszeit, für den Empfang eines Kindes im Hinblick auf seine Adoption oder auf eine freiwillig übernommene Pflegschaft;
6. die Arbeitsunfälle und die Berufskrankheiten;
7. die Veranstaltung von Wettbewerben für den Aufstieg in die nächsthöhere Dienststufe oder von Prüfungen für Gradbeförderung;
8. die Versetzung in den Ruhestand und das Ruhegehalt;
9. die Zulassung zur Probezeit und die Ernennung auf Lebenszeit der über das ständige Sekretariat zur Rekrutierung angestellten Bediensteten;
10. die Zuteilung der Bediensteten nach ihrer Ernennung;
11. die Ernennung durch Gradbeförderung bzw. -änderung zu einem in die Dienststufen 2, 3 oder 4 sowie in die Dienststufe 1 bei der flachen Laufbahn, wenn von den allgemeinen Bedingungen nicht abgewichen wird, eingestuftem Grad, mit Ausnahme der technischen Bediensteten des Forstwesens;
12. die Unterzeichnung der Arbeitsverträge und der Einstellungsurkunden des Hilfspersonals und des Personals auf Zeit sowie der angestellten Arbeitslosen und der LAA-Praktikante;
13. die Festlegung des Verwaltungssitzes der Personalmitglieder;
14. die Laufbahnunterbrechung;
15. die Berufshäufungen;
16. die Beurlaubung aus beliebigen Gründen;
17. die Urlaube aus dringenden Gründen familiärer Art, um die Erfüllung eines Praktikums oder einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst oder die Einreichung einer Kandidatur zu den Parlaments- bzw. Provinzialwahlen zu ermöglichen, um Leistungen zugunsten der im Parlament anerkannten politischen Fraktionen zu erfüllen, für reduzierte Leistungen bei Krankheit oder Gebrechlichkeit, Zurverfügungstellung dem König, Auftrag, Gewerkschaftsauftrag, lange dauernde, mit familiären Gründen begründete Abwesenheiten, mit familiären, sozialen oder beliebigen Gründen begründete reduzierte Leistungen, um Kurse im Hinblick auf die Vervollständigung der intellektuellen, moralischen bzw. sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zwecks sozialen Aufstiegs zu besuchen;
18. die Genehmigung der Zuteilung einem ministerialen Kabinett;
19. die den Verwaltungsbeamten zu verleihenden Ehrenzeichen;
20. die Organisation des Empfangs und der Ausbildung des Personals.

Art. 9. Nimmt die Region an der Schaffung oder Ausarbeitung einer Politik teil oder ist sie innerhalb der Organe oder Einrichtungen, die damit beauftragt sind, vertreten, so legt die Exekutive die Elemente der Regionalpolitik fest, bezeichnet sie ihre Vertreter bei diesen Organen oder Einrichtungen, gibt ihnen jegliche erforderliche Anweisung und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 10. Unbeschadet der Vollmachten, die die Exekutive ihren Mitgliedern erteilt, ist sie als einzige dazu befähigt, im Namen der Region ein Gutachten für nationale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden und Organisationen abzugeben sowie einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

Art. 11. Geben nicht Anlaß zu einer Beratung der Exekutive :

1. die Entwürfe von Erlassen zur Gewährung von Subventionen, die zehn Millionen nicht überschreiten;
2. die Entwürfe von Erlassen zur Gewährung von Subventionen, die diesen Betrag überschreiten, wenn sie namentlich und mit Angabe des Betrags in einem der in Artikel 6 vorgesehenen Programme vorgesehen sind, und zwar unbeschadet der Anwendung des obengenannten Artikels 4, § 2;
3. die Gewährung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter 200 Millionen betrifft und über welche die Finanzaufsichtsbehörde ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Den Mitgliedern der Exekutive wird jedoch ein dreimonatlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Unternehmen und den Betrag der Vorteile enthält, die ihnen in Durchführung der Gesetzgebung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs gewährt werden;

4. die Entwürfe von Erlassen zur Genehmigung von Flächennutzungsplänen und Bebauungsplänen.

Art. 12. Die Mitglieder der Exekutive, sind ein jedes in seinem Zuständigkeitsbereich dazu befugt, unbeschadet der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen anderen Bestimmungen, die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Regelungen und Rundschreiben anzuwenden.

Wenn mehrere Mitglieder der Exekutive für dieselben Angelegenheiten zuständig sind, beginnt die Besprechung schon bei der Erarbeitung der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Art. 13. Der durch die Erlasse der Exekutive vom 23. Dezember 1985 und vom 9. Juli 1987 abgeänderte Erlaß der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive wird aufgehoben.

Art. 14. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 15. Die Minister, Mitglieder der Exekutive, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 6. Mai 1988.

G. COËME
A. DALEM
A. LIENARD
Ph. BUSQUIN
A. COOLS
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 1160

6 MEI 1988. — Besluit van de Executieve
houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak de Waalse Gewestexecutieve in staat te stellen zo spoedig mogelijk op doeltreffende wijze te werken;

Overwegende dat deze noodzaak het onverwijld van kracht worden van haar werkingsregels insluit;

Gelet op de dringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt de Executieve collegiaal, volgens de in de Ministerraad toegepaste procedure van de consensus en bepaalt de politieke koers in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren.

Art. 2. De Executieve beraadslaagt op een geldige wijze over de op de agenda voorziene punten indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn, en behalve verzoek om uitstel van een vóór de zitting ingediend punt door een lid waarvan de afwezigheid gerechtvaardigd is.

Art. 3. § 1. De Executieve beraadslaagt over ieder ontwerp van decreet of van besluit van de Executieve alsmede over iedere maatregel van reglementaire aard met betrekking tot de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Zij beraadslaagt over ieder voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht.

§ 3. Een lid van de Executieve kan elke zaak die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort, aan zich trekken.

Art. 4. § 1. De Executieve keurt het ontwerp van decreet goed houdende de begroting van het Waalse Gewest.

§ 2. Voor de uitgaven uitgetrokken op de regionale begroting oefent zij de bevoegdheid uit die bij koninklijk besluit van 5 oktober 1961 aan het Comité voor Financiën en Begroting is toegewezen.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort controleert de comptabiliteit van de beslissingen met budgettaire draagwijdte ten overstaan van de beschikbare begrotingsmiddelen.

In geval hij van oordeel is zijn instemming niet te kunnen betuigen, legt hij het dossier voor op de eerstvolgende vergadering van de Executieve.

Iedere door de Executieve genomen beslissing brengt mede het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

§ 4. Elke maand wordt een volledige begrotingsstand wat betreft zowel de vastleggingen als de ordonnances aan elk der leden van de Executieve overgemaakt.

Art. 5. De Executieve beraadslaagt over ieder ontwerp of voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van overheidsdiensten, lichamen en instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid.

Art. 6. De programma's die één of meer jaren bestrijken worden voorgelegd aan een beraadslaging van de Executieve.

Die programma's omvatten onder meer de nauwkeurige opgave van het bedrag van de tegemoetkomingen en toelagen, hun bestemming en, in voorkomend geval, die van de begunstigen.

Art. 7. Ieder ontwerp van omzendbrief of richtlijn met algemene draagwijdte wordt door zijn voortbrenger aan de andere leden van de Executieve overgemaakt. Deze mogen een beraadslaging erover vragen op de vergadering van de Executieve die de ontvangst volgt. Bij gebrek aan een dergelijke oproeping wordt de omzendbrief verspreid of bekendgemaakt.

Art. 8. Onder voorbehoud van de delegaties die door de Executieve aan de Administratie toe te kennen zijn, zijn van de bevoegdheid van de Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort :

1. het ontwerp van het jaarlijks vakantieverlof, de uitzonderlijke en aangelegenhedenverloven en de opdrachten en dienstwijzelingen;

2. het onderwerp van ziekte- en gebrekkigheidsverlof, met inbegrip van de gevolgen te geven aan de beslissingen van fysische onbekwaamheid genomen door de Administratieve Gezondheidsdienst;

3. het onderwerp van de verplaatsings- en verblijfkosten, de kilometervergoedingen, de vergoedingen wegens standplaatsverandering alsmede de huisvesting;

4. de bepaling en de uitkering van de bezoldiging van de personeelsleden, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de toelage wegens uitoefenen van hogere functies alsmede de bezoldiging van buitengewone prestaties;

5. de toekenning van ouderschapsverlof en verlof ten einde cursussen van de school voor burgerlijke veiligheid bij te wonen, prestaties in vreedstijd te verrichten; een kind op te vangen met het oog op zijn adoptie of een pleegvoogdij;

6. het onderwerp van arbeidsongevallen en beroepsziekten;

7. de inrichting van examens tot overgang naar hoger niveau en van examens tot verhoging in graad;

8. het onderwerp van de oppensioenstelling en van de rustpensioenen;

9. de toelating tot de proeftijd en de benoeming in vast verband van de bij het Vast Wervingssekretariaat aangeworven agenten;

10. de aanwijzing van de agenten ten gevolge van hun benoeming;

11. de benoeming bij bevordering of verandering van graad in een graad gerangschikt in de niveau's 2, 3 of 4 alsmede in niveau 1 volgens de vlakke loopbaan wanneer niet afgeweken is van de algemene voorwaarden en met uitzondering van de technische beambten bij bossen;

12. de ondertekening van de kontrakten en akten van tewerkstelling van het hulp- en tijdelijk personeel en van tewerkgestelde werklozen en RVA-stagiairs;

13. de vaststelling van de verblijfplaats van de personeelsleden;

14. het onderwerp van de beroepsonderbreking;

15. het onderwerp van de cumulaties van beroepsactiviteiten;

16. het onderwerp van indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid;

17. het onderwerp van verloven wegens dringende motieven van familiale aard, om een stage of een proefperiode te vervullen in een openbare dienst of om het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieverkiezingen toe te laten, om prestaties te verrichten ten behoeve van in het Parlement erkende politieke groepen; voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, voor terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of door persoonlijke aangelegenheid, om cursussen te volgen ten einde de intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken in het kader van een verlof van sociale promotie;

18. de machtiging tot detachering bij een ministerieel kabinet;

19. de eretekens aan de agenten van de administratie;

20. de inrichting van het onthaal en de vorming van het personeel.

Art. 9. Wanneer het Gewest ofwel wordt betrokken bij het concipiëren of het uitwerken van een gegeven beleid, ofwel vertegenwoordigd is in de lichamen of instellingen die daarmee belast zijn, bepaalt de Executieve de bestanddelen van het beleid van het Gewest, wijst haar vertegenwoordigers in deze lichamen of instellingen aan, geeft hun alle nuttige richtlijnen en neemt kennis van hun verslagen.

Art. 10. Onverminderd de aan haar leden toegestane delegaties is de Executieve als enig gemachtigd om namens het Gewest ten behoeve van nationale, communautaire, Europese of internationale machten of instellingen een advies uit te brengen of tot die instellingen een verslag of een verzoek te richten.

Art. 11. De Executieve behoort evenwel niet te beraadslagen over :

1. ontwerpen van besluiten waarbij toelagen beneden tien miljoen worden toegekend;

2. ontwerpen van besluiten waarbij toelagen hoger dan voornoemd bedrag worden toegekend, die met name en opgave van het bedrag ingeschreven zijn in een van de programma's waarin artikel 6 voorziet en dit onverminderd de toepassing van artikel 4, § 2, hierboven;

3. het verlenen van voordelen toegekend ter uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende de economische expansie wanneer het gaat om een investeringsdossier dat minder dan twee honderd miljoen beloopt en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies heeft gegeven.

Evenwel zal een driemaandelijks verslag met de lijst der ondernemingen en het bedrag van de ter uitvoering van de wetgeving betreffende de economische expansie verleende voordelen aan de leden van de Executieve overgemaakt worden;

4. de ontwerpen van besluit tot goedkeuring van de algemene en bijzondere plannen van aanleg.

Art. 12. Wat de zaken betreft die onder hun bevoegdheid vallen, bezitten de leden van de Executieve de volmacht om, onverminderd de andere beschikkingen bepaald door dit besluit, de wetten, de decreten, de besluiten, de reglementen en dienstnota's toe te passen.

Wat de zaken betreft die onder de bevoegdheid vallen van verscheidene leden van de Executieve, wordt de beraadslaging gevestigd vanaf het voorbereidingsstadium van de voorstellen met het oog op een gemeenschappelijke bijwerking.

Art. 13. Het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 23 december 1985 en 9 juli 1987, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in kracht de dag van zijn ondertekening.

Art. 15. De Ministers, leden van de Executieve zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1988.

G. COËME

A. DALEM

A. LIENARD

Ph. BUSQUIN

A. COOLS

G. LUTGEN